



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n°2025-660

Agence évènementielle pour le compte de CCI France

SOMMAIRE

ARTICLE.1. PREAMBULE.....	4
ARTICLE.2. OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE.3. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ.....	4
3.1. PROCEDURE	4
3.2. FORME DU MARCHÉ.....	4
3.3. ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE.4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE.5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
5.1. DUREE DU MARCHÉ	5
5.2. POINT DE DEPART DES PRESTATIONS ET DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	5
5.3. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES / SIMILAIRES	6
5.4. REUNION PREPARATOIRE DE LANCEMENT.....	6
ARTICLE.6. LIEU D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS	6
ARTICLE.7. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXECUTION.....	6
7.1. CESSION DE MARCHÉ PUBLIC.....	6
7.2. CLAUSE DE REEXAMEN.....	7
ARTICLE.8. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	7
8.1. MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
8.2. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	8
8.3. DOCUMENTS ET MOYENS MIS A DISPOSITION PAR CCI FRANCE	9
8.2.1. PILOTAGE DE LA MISSION ET DEPLOIEMENT DU PROJET	9
8.2.2. MOYENS ET DOCUMENTATIONS MIS A DISPOSITION	9
8.4. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	9
8.5. RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION OU REJET	9
8.4.1. LIVRABLES DOCUMENTAIRES OU NON LOGICIELS.....	10
ARTICLE.9. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE	10
9.1. COMPETENCES	10
9.2. CORRESPONDANTS DU TITULAIRE	11
9.2.1 LE RESPONSABLE DE LA PRESTATION.....	11
9.2.2. L'EQUIPE DU PRESTATAIRE.....	11
9.3. CORRESPONDANTS DE CCI FRANCE.....	11
9.4. ABSENCE PROLONGEE, DEPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT	11
9.5. RECUSATION DU PERSONNEL	12
9.6. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	12
9.7. SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE.10. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	12
10.1. CONTENU DES PRIX.....	13
10.2. FORME DES PRIX ET MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	13
10.2.1. FORME DES PRIX	13
10.2.2. MODALITES DE VARIATION.....	13
10.2.3 MODALITES DE REVISION DES PRIX	13
10.2.4. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	14
10.2.5. CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	14
10.3. PERIODICITE DE FACTURATION	14
10.4. ACCEPTATION DU MONTANT DE LA FACTURE.....	15
10.5. MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE GROUPEMENT	15

10.6. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT	15
10.7. MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE DESACCORD	15
10.8. FACTURES DEMATERIALISEES	15
10.9. DELAIS DE REGLEMENT	16
10.10. INTERETS MORATOIRES.....	16
10.11. AVANCE	16
10.12. CESSON OU NANTISSEMENT DE CREANCES RESULTANT DES MARCHES	16
ARTICLE.11. PENALITES.....	16
11.1. PENALITES CONTRACTUELLES	17
11.1.1. PENALITE DE RETARD.....	17
11.1.2. LE NON-RESPECT DE LA DATE DE REMISE D'UN LIVRABLE POUR LA SCENOGRAPHIE	17
11.1.3. L'ABSENCE OU LE RETARD EN REUNION DE SUIVI ET DE PILOTAGE.....	17
11.2. AUTRES PENALITES	17
11.3. PLAFONNEMENT DES PENALITES	18
ARTICLE.12. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	18
12.1. PREAMBULE	18
12.2. DEFINITION DES RESULTATS	18
12.3. ETENDUE DES DROITS CEDES	18
ARTICLE.13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	20
13.1. CONSEIL ET INFORMATION	20
13.2. CONFIDENTIALITE ET SECURITE	20
13.2.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	20
13.2.2. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	21
ARTICLE.14. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.....	21
ARTICLE.15. ASSURANCES.....	21
ARTICLE.16. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	21
ARTICLE.17. ATTRIBUTION DE COMPETENCE	22
ARTICLE.18. CESSON DU MARCHE.....	22
ARTICLE.19. RESILIATION	22
ARTICLE.20. DEROGATIONS AU CCAG-PI	22

ARTICLE.1. PREAMBULE

CCI France est l'établissement national fédérateur, animateur et coordinateur des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI). Cet établissement public à caractère administratif de l'État a été créé par le décret n°64-1200 du 4 décembre 1964.

CCI France a notamment pour objet de représenter les Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT), ainsi que les Chambres de Commerce et d'Industrie Régionales (CCIR) afin de représenter et défendre les intérêts du commerce, de l'industrie et des services auprès des pouvoirs publics français et européens, des instances internationales ainsi qu'auprès des grands partenaires publics et privés.

CCI France participe aux travaux et est associée aux délibérations de nombreux organismes nationaux de concertation à vocation économique et sociale et joue pleinement un rôle de corps intermédiaire à vocation économique pour promouvoir le développement des entreprises et des territoires. Les prises de position de CCI France sont transmises aux pouvoirs publics. Ses travaux d'analyse et de prospective donnent lieu à des publications régulières. CCI France a également pour mission de faciliter la mise en commun des bonnes pratiques et l'échange d'expérience afin d'accroître l'homogénéité et la qualité des prestations sur l'ensemble du territoire.

Ce réseau d'établissements publics locaux et régionaux complète l'échelon national :

- 104 Chambres de Commerce et d'Industrie CCI Territoriales (CCIT) ;
- 18 Chambres de Commerce et d'Industrie Régionales (CCIR).

ARTICLE.2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture d'une prestation de gestion, organisation des événements pour le compte de CCI France.

La direction de la communication de CCI France souhaite que le prestataire exécute de bout-en-bout, en suivant les directives de la direction de la communication de CCI France, la préparation, l'organisation, la gestion jusqu'au suivi de l'évènement et à la facturation (tout le processus donc) pour : les CCINERGIES (événement interne, généralement ayant lieu en septembre de chaque année). CCI France se réserve le droit de commander tout autre événement au titulaire du marché en fonction des décisions de CCI France pouvant intervenir durant l'exécution du présent accord-cadre.

Les dates et rythme des participations sont données à titre informatives et sont susceptibles d'être modifiées.

ARTICLE.3. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

3.1. Procédure

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique.

3.2. Forme du marché

Le présent marché est mixte sans minimum et avec un maximum de 4 000 000 € HT conformément aux dispositions des articles R 2162-7 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché est mono-attributaire.

Les marchés subséquents seront formés lors de l'envoi (par mail), par CCI France, d'un brief donnant les détails sur les éléments à produire sur l'évènement visé.

Les autres prestations à bons de commande seront exécutées après réception d'un bon de commande par le titulaire.

3.3. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

ARTICLE.4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière : le bordereau de prix du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale, bien que non matériellement jointe au marché, est réputée parfaitement connue des parties*) ;
- Les modifications éventuelles du marché ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les bons de commande.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux du marché sont conservés par CCI France.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

ARTICLE.5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 1 an, renouvelable 3 fois, par tacite reconduction à compter de sa date de notification. La durée des reconductions éventuelles est de 12 mois chaque période.

En cas de non-reconduction, un mail avec accusé de réception sera transmis trois mois avant la date anniversaire.

La durée totale du marché ainsi reconduit ne pourra excéder 4 ans. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Les bons de commande pourront être notifiés au titulaire pendant toute la durée du marché.

5.2. Point de départ des prestations et durée d'exécution des bons de commande

CCI France pourra émettre et notifier au titulaire des bons de commande pendant toute la durée de validité

du marché dans les conditions fixées au présent CCAP.

La durée d'exécution des bons de commandes et des marchés subséquents ne pourront excéder 6 (six) mois au-delà du terme du marché. Aucun bon de commande ou marchés subséquent ne pourront être passés après l'expiration du marché.

Les bons de commande émis par CCI France et notifiés au titulaire fixent la durée d'exécution des prestations commandées. Les bons de commande préciseront la nature des prestations exécutées, et ils en détermineront la quantité.

L'exécution des prestations, objet des bons de commande, démarra à la date fixée dans le bon de commande.

Le non-respect des délais pourra entraîner l'application des pénalités de retard prévues au présent document.

5.3. Prestations supplémentaires / similaires

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations supplémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

CCI France se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

5.4. Réunion préparatoire de lancement

Dès la notification du marché au titulaire, une réunion préparatoire sera organisée dans les locaux de CCI France ou à distance, au cours de laquelle seront définis l'ensemble des prérequis nécessaire à la mise en place du marché ainsi que le planning de mise en œuvre et la présentation des intervenants

ARTICLE.6. LIEU D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées principalement dans les locaux du titulaire, en visioconférence et sur les lieux pressentis pour la gestion des événements.

Les prestations seront livrées sur les lieux des événements.

ARTICLE.7. MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

7.1. Cession de marché public

La cession du marché par le titulaire ne peut intervenir que dans les conditions des articles R2194-6 et suivants du code de la commande publique, étant précisé qu'elle est conditionnée à la conclusion d'un avenant librement conclu à cet effet par CCI France, avec le Titulaire et le cessionnaire, notamment au regard des considérations suivantes :

- La cession n'emporte aucune autre modification substantielle que le changement de Titulaire ;
- Le cessionnaire satisfait aux conditions qui ont été fixées pour l'attribution du marché ;
- La cession n'a pas pour objet de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

En tout état de cause, la cession ne peut qu'être globale, en ce qu'elle concerne le marché. Le cessionnaire doit présenter des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent marché pourra faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R.2194-1 du code précité : des modifications au marché sont susceptibles d'être apportées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes :

- évolutions du secteur et des pratiques ;
- modification législative et/ou réglementaire impliquant l'obligation de réaliser des prestations complémentaires non prévues dans le présent marché ;
- possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
 - En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, les modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

Quelle que soit la modification, le titulaire et CCI France se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et ses conditions financières.

ARTICLE.8. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

8.1. Modalités d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront transmis par le correspondant de la direction de la communication de CCI France par mail au titulaire, après validation du directeur de la communication de CCI France.

Ce marché subséquent listera les informations suivantes à minima :

- Les dates du ou des événements à organiser
- Le lieu s'il est connu ou une demande de proposition lieux de réception.
- Nombre de personnes attendues
- La liste des prestations attendues (stand, traiteurs, décoration, création de scénographie etc...liste non exhaustive)

Ce message pourra faire l'objet de demande de précision de la part du titulaire. Une fois le commun accord des parties établi (toujours par écrit et par mail), le marché subséquent sera alors formalisé et un bon de commande sera alors émis et transmis au titulaire.

8.2. Modalités d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base spécifications techniques et financières définis au stade du marché.

Ces bons de commandes, datés et numérotés, sont émis par CCI France.

Par défaut, l'émission du bon de commande vaut commencement d'exécution des prestations concernées.

Chaque bon de commande est signé par une personne habilitée à engager la structure puis adressé au titulaire.

Le bon de commande mentionne :

- La référence du marché,
- La référence du bon de commande,
- L'objet détaillé de la prestation,
- Les délais de réalisation des prestations,
- Les prix HT,
- La quantité,
- Le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande,
- La date de la commande,
- La date de livraison
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande peut être modifié par l'acheteur en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. L'acheteur adresse un bon de commande rectificatif au titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

Les bons de commande peuvent être transmis :

- Par courrier : l'accusé de réception faisant foi de la date de notification avant tout commencement d'exécution des prestations,
- Par mail, les originaux signés étant scannés en pièces jointes au mail.

Les parties reconnaissent la valeur juridique de la transmission par mail, cette transmission faisant foi de la date et de l'heure de notification.

Le titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de dépassement des délais maximum indiqués dans le marché ou le bon de commande pour l'exécution de la prestation et la livraison des livrables attendus, il est fait application de pénalités pouvant donner lieu à une résiliation du marché.

Pour toute prestation non prévue au bordereau des prix initial du marché, le titulaire établit un devis détaillé par référence au bordereau de prix renseigné.

La présent article déroge à l'article 3.7 du GGAG-PI.

8.3. Documents et moyens mis à disposition par CCI France

8.2.1. Pilotage de la mission et déploiement du projet

La composition de l'équipe projet et des intervenants contribuant à l'exécution du présent marché seront communiqués lors de la notification au titulaire.

8.2.2. Moyens et documentations mis à disposition

CCI France s'engage à faciliter l'accès du titulaire à toutes les sources d'information et aux documents dont la connaissance est indispensable à l'accomplissement de sa tâche.

CCI France est tenue de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du Titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre du présent marché.

8.4. Vérification et admission des prestations

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-PI.

Tous les supports nécessaires à la réalisation de l'objet du présent marché et de ses bons de commande associés doivent être expressément réceptionnés par CCI France avant toute exploitation ou diffusion par le titulaire.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au représentant du pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le présent marché et dans le bon de commande concerné, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le présent marché et dans le bon de commande concerné comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 26.3.1 du CCAG PI, le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de remise des prestations de l'acheteur. Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont menées dans les locaux de CCI France conformément à l'article 26 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 26.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux opérations de vérification.

8.5. Réception, ajournement, réfaction ou rejet

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet suivant les modalités de l'article 29 du CCAG-PI.

Toutefois, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur décide d'ajourner la réception des prestations, le titulaire du marché doit à nouveau présenter les prestations mises au point dans un délai qui est fixé par la décision d'ajournement. Cette dérogation au CCAG-PI concerne uniquement le délai octroyé au titulaire pour présenter à nouveau à CCI France les prestations mises au point.

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, lorsque l'acheteur décide d'admettre avec réfaction de prix les prestations, il communique sa décision motivée au titulaire en lui indiquant le taux de réfaction qu'il entend

appliquer. Le Titulaire doit faire part de son acceptation dans un délai de 8 jours, à compter de la date de la notification de la décision de réfaction de prix. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le droit d'ajourner les prestations ou de les rejeter, dans un délai de 8 jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de 8 jours ci-dessus mentionné. Cette dérogation au CCAG-PI vise à préciser les délais octroyés au titulaire pour formuler ses observations et son refus, et à CCI France pour lui permettre d'ajourner ou de rejeter les prestations en cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par ce dernier.

8.4.1. Livrables documentaires ou non logiciels

Le titulaire livre à CCI France les livrables non logiciels selon les prestations demandées. Ces livraisons feront l'objet de PV de livraison émis par le titulaire et signés par CCI France.

La validation des livrables non logiciels se fait à partir des documents transmis par le titulaire selon les dispositions du CCTP de ses annexes et des bons de commande.

A chaque validation d'un livrable est associé un document formel, le procès-verbal de livraison signé des deux parties.

Après présentation et remise par le Titulaire d'un livrable de nature documentaire, le chef de projet de CCI France dispose d'un délai fixé par défaut de 10 jours ouvrés pour :

1. Accepter le document remis par le titulaire. Cette décision est formalisée par un procès-verbal de réception signé conjointement par le Titulaire et le chef de projet, puis notifiée au Titulaire.
2. Prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Le Titulaire dispose alors par défaut d'un délai de 8 jours ouvrés pour :
 - Parfaire son travail ou présenter ses observations, en cas d'ajournement,
 - Présenter ses observations en cas de réfaction ou de rejet des prestations.

Passé ce délai de 8 jours ouvrés, le Titulaire est réputé avoir accepté la décision de CCI France.

En cas de présentation d'un nouveau document ou d'observations formulées par le Titulaire dans ce même délai, CCI France dispose par défaut d'un délai de 10 jours ouvrés pour notifier sa décision.

Les modifications ou compléments apportés par le Titulaire à la suite de la demande de CCI France ne font l'objet d'aucune facturation.

En cas de nouveau rejet, CCI France se réserve le droit de procéder à la résiliation du présent marché, sans indemnité ni préavis.

Les délais par défaut de 10 et 8 jours ouvrés peuvent être adaptés en fonction de la complexité des livrables et du planning du projet.

ARTICLE.9. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE

9.1. Compétences

Le Titulaire affecte à la réalisation des prestations des profils spécialisés dans les domaines concernés.

Le Titulaire s'engage à maintenir les profils adéquats sur toute la durée d'une mission afin de garantir la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délai et de conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent marché.

9.2. Correspondants du Titulaire

9.2.1 Le responsable de la prestation

Le titulaire désigne un responsable de prestation qui participe au comité de pilotage du marché et qui est l'interlocuteur privilégié de CCI France pour tout problème relatif à l'exécution du marché.

Ce responsable est le garant vis-à-vis de CCI France de la qualité des prestations fournies. Ceci doit concrètement se traduire par le respect des niveaux d'engagement de service.

Il lui revient de préconiser les actions qui s'imposent en tenant compte des exigences du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, d'en assurer la mise en œuvre et le suivi et de contrôler le produit avant la livraison.

Le responsable de la prestation du prestataire a pour rôle de :

- Prendre en compte les méthodes et la culture du pouvoir adjudicateur (CCI FRANCE) ;
- Proposer des réponses techniques aux besoins ;
- Contrôler les délais ;
- Veiller à l'approvisionnement des moyens (personnel, logiciel) ;
- Identifier les difficultés, les risques et proposer des solutions ;
- Établir les règles de coordination entre les différents intervenants et veiller à leur application ;
- Établir les consignes de sécurité et de confidentialité.

9.2.2. L'équipe du prestataire

La constitution, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe doivent être explicitement détaillés dans l'offre du prestataire. L'équipe est placée sous la responsabilité du responsable de la prestation désigné qui est le seul interlocuteur auprès du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des questions techniques à traiter en cours de réalisation du marché.

Le prestataire indiquera les interlocuteurs qui seront amenés à travailler en interface avec les équipes de CCI France.

9.3. Correspondants de CCI France

La personne chargée des relations avec le titulaire est le Directeur de la communication ou toute autre personne désignée par lui.

Ce correspondant est chargé pour le compte de CCI France de diriger et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Il est l'interlocuteur direct et privilégié vis-à-vis du prestataire du présent marché

9.4. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

Par dérogation aux délais mentionnés à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le titulaire doit impérativement, dans un délai de 5 jours ouvrés, en aviser l'Acheteur par mail avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalents dans les 5 jours ouvrés suivant la réception de l'avis susmentionné. Ce remplaçant sera expressément agréé par l'Acheteur qui se réserve le droit de récuser le remplaçant proposé dans les conditions indiquées ci-après.

Le Titulaire dispose alors de 2 jours ouvrés pour proposer un nouvel intervenant.

En cas de nouveau rejet de l'Acheteur, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis, et sans indemnités aux torts du Titulaire.

9.5. Récusation du personnel

Pendant toute la durée de la mission, l'acheteur se réserve le droit de récuser les profils du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations. L'acheteur doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles il souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions précisées au point 3 du présent article.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est recusé, le marché est résilié aux frais et risques de l'entreprise Titulaire dans les conditions prévues à l'article « résiliation ».

9.6. Statut du personnel du Titulaire

Les personnels du Titulaire demeurent les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

Le personnel du Titulaire est soumis aux mêmes conditions d'accès aux locaux que le personnel de l'Acheteur.

9.7. Sous-traitance

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues au code de la commande publique, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du marché. Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis à vis de l'Acheteur des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire.

ARTICLE.10. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Dans le cadre du présent marché, CCI France rappelle que seul le titulaire du marché (ou les sous-traitants dûment habilités ou les autres membres de groupement éventuel) est autorisé à présenter des factures. En aucun cas, les prestataires du titulaire ne seront admis présenter une facture ni à être payés directement par CCI France. Le titulaire s'engage à ce que les éléments financiers entre lui et les autres prestataires restent

entièrement à sa charge tant dans la gestion administrative, que sur les éventuelles réclamations. CCI France rappelle que le lien contractuel est établi par le présent marché uniquement avec le titulaire (ou les sous-traitant dûment habilités ou les autres membres de groupement éventuel)

10.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires y compris les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des personnels du Titulaire mis à la disposition de l'Acheteur pour la réalisation de la prestation.

Le titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale en cours de marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie de modification.

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués dans le bordereau de prix.

10.2. Forme des prix et modalités de variation des prix

10.2.1. Forme des prix

Les prix du marché sont unitaires. Ils sont révisibles annuellement sur la base de l'indice « Syntec » dans les conditions définies ci-après.

10.2.2. Modalités de variation

Les prix du marché sont fermes pendant la première année d'exécution du marché et révisibles annuellement à la date anniversaire du marché.

10.2.3 Modalités de révision des prix

Le titulaire devra solliciter par mail, directement adressé au chef de projet CCI France, l'application de la formule de révision au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché, avec effet à la date de révision. Il devra présenter le calcul des prix révisés, en mentionnant la référence de la publication dans laquelle les indices ont été relevés et être accompagné d'un fichier Excel contenant à minima : une colonne avec les prix initiaux, une colonne avec les nouveaux prix et une colonne avec l'écart en pourcentage entre les deux prix.

A défaut de communication de ses nouveaux tarifs, le titulaire restera engagé sur les prix initiaux.

La révision de prix, acceptée par CCI France ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

La révision sera effectuée en utilisant la formule suivante :

$$P = P_0 [0.30 + 0.70 \left(\frac{S_y}{S_{y_0}} \right)]$$

Dans laquelle :

- P est le montant révisé
- P₀ est le montant initial figurant au marché

- Sy est l'indice « Syntec », dernière valeur connue à la date de révision
- Sy_0 est l'indice « Syntec », dernière valeur connue le mois précédent la date de remise des offres

10.2.4. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix du marché est le mois de la date limite de remise des offres fixée pour le marché.

10.2.5. Clause de sauvegarde

L'augmentation annuelle des prix sera limitée à 5% à la hausse, au-delà de cette augmentation, CCI France se réserve le droit de résilier le marché.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

10.3. Périodicité de facturation

Chacun des bons de commande fera l'objet d'un paiement.

Le paiement ne pourra intervenir qu'après exécution complète de la prestation indiquée sur le bon de commande et acceptation par CCI France.

L'ensemble de ces prestations fait l'objet d'un règlement unique définitif, sur présentation d'une demande de paiement et après validation et réception des prestations.

Les demandes de paiement sont adressées à l'adresse suivante :

CCI France
Direction de la Valorisation
8-10 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois Perret

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Afin de régler au plus vite la facture, il est important d'indiquer ces mentions à la demande de paiement.

CCI France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué à l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

La monnaie de comptes du marché est l'euro.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

10.4. Acceptation du montant de la facture

CCI France vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées. Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par CCI France. Il est notifié au Titulaire si la demande de paiement a été modifiée ou si elle a été complétée comme indiqué ci-dessus. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

10.5. Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

10.6. Modalités de paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par CCI France, est payé directement selon les modalités précisées ci-dessous pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Le sous-traitant adresse au Titulaire sa facture libellée au nom du Titulaire qui la vise et l'envoie à CCI France à l'adresse de facturation indiquée. La somme à régler au sous-traitant tient compte d'une éventuelle révision des prix et inclut la T.V.A. au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel qu'il a été mentionné dans la déclaration de sous-traitance.

10.7. Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le Titulaire et CCI France, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par CCI France dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG-PI, déduction faite des éventuelles pénalités et réfections.

10.8. Factures dématérialisées

Conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, les factures sont électroniques et à déposer ou à saisir sur le portail Chorus Pro accessible via l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement, le Titulaire peut consulter le site internet de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail Chorus Pro

10.9. Délais de règlement

L'Acheteur règle les sommes dues au titre du marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (demande de paiement).

10.10. Intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'acheteur en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement au profit du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

10.11. Avance

Sauf renoncement du Titulaire porté au marché, le versement d'une avance de 20% prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant forfaitaire du marché subséquent ou du bon de commande y afférant est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-13 à R2191-14 et R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

10.12. Cession ou nantissement de créances résultant des marchés

L'Acheteur remet au Titulaire à sa demande :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande sera adressée à :

CCI France
Secrétariat général – Pôle budget et comptabilité
8-10 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois Perret

ARTICLE.11. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation par CCI France et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au Titulaire.

Seules les pénalités encourues pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

Les pénalités de retard sont constatées au regard des pièces du marchés et/ou du planning établi en accord avec les deux parties au marché ainsi que de la Garantie du Temps de Rétablissement.

Les montants servant d'assiette au calcul des pénalités sont exprimés en HT.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

11.1. Pénalités contractuelles

11.1.1. Pénalité de retard

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

Les prestations devant impérativement avoir lieu lors de l'évènement visé, les pénalités de retard vont être appliquées au titulaire qui sera garant de la bonne tenue des prestations effectuées pour l'évènement. Les retards de plus d'une heure sur les prestations soit de traiteurs, accueil, son et lumière et de présentation déclencheront une pénalité d'un montant de 2 % du montant de la prestation du titulaire.

Le montant des pénalités sera décompté de la facture du titulaire. Le titulaire ne peut pas refuser les conditions d'applications de ces pénalités. Il prendra seul à sa charge les éventuelles actions récursoires envers les autres prestataires, sans indemnité possible auprès de CCI France.

11.1.2. Le non-respect de la date de remise d'un livrable pour la scénographie

Une pénalité de retard de 500 € TTC sera appliquée si le titulaire ne transmet pas les différentes versions de la scénographie pour les CCINergies selon le planning établi entre les parties, pour un retard constaté de plus de 8 jours sur le planning général (de la première version à la version définitive ayant reçue l'accord de CCI France).

11.1.3. L'absence ou le retard en réunion de suivi et de pilotage

En cas d'absence à une réunion à laquelle le Titulaire a été invité, ce dernier encourt une pénalité forfaitaire s'élevant à 100 € TTC.

Un retard à une réunion égal ou supérieur à 30 minutes ou une annulation tardive (3 jours ouvrés avant la tenue de la réunion) seront assimilés à une absence.

11.2. Autres pénalités

Une pénalité de 5 % du montant TTC du bon de commande sera appliqué pour non-acquittement des formalités mentionnées aux art. L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité égale à 10% du montant global exécuté du marché peut être infligée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé par dissimulation d'activité et d'emploi salarié.

En tout état de cause, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Non communication d'un contrat de sous-traitance : après avoir été mis en demeure par CCI France, lorsque le Titulaire ne communique pas le contrat de sous-traitance et/ou ses avenants éventuels dans délai défini à l'article 15.1, il encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant HT du marché, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

11.3. Plafonnement des pénalités

Les pénalités exigibles sont plafonnées à 35% du montant HT exécuté du marché. Lorsque le cumul des pénalités aurait pour résultat de dépasser le plafond indiqué ci-dessus, CCI France se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire dans les conditions de l'article « résiliation » présent document

ARTICLE.12. PROPRIETE INTELLECTUELLE

12.1. Préambule

Le présent article renvoie aux dispositions du Chapitre 6 du CCAG-PI et plus particulièrement à l'article 32 organisant la cession des droits d'utiliser ou de faire utiliser les résultats du marché.

12.2. Définition des résultats

En application de l'article 32.1 du CCAG-PI, les résultats couvrent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Il peut s'agir à titre d'exemple d'un livrable documentaire, d'un procédé nouveau issu d'une prestation de R&D etc. Les notions d'œuvre de l'esprit, de marque, de brevet et de dessins et modèles etc., sont définies par le Code de la propriété intellectuelle.

12.3. Etendue des droits cédés

a) Cession à titre exclusif des résultats

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1° Les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

2° Les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;

3° Les résultats qualifiés de confidentiels.

Le Titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1° et 2°.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1° et 2° tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à

limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

b) La cession des droits portant sur les résultats intervient au fur et à mesure de leur réalisation.

En application de l'article 35.1 du CCAG-PI, le Titulaire accorde au titre du présent article à l'Acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'Acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'Acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'Acheteur.

c) Régime des résultats recevant la qualification de logiciels ou de base de données

1° En application de l'article 35.1.1 du CCAG-PI, pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

2° En application de l'article 35.2.3 du CCAG-PI, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. A ce titre :

- Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.
- Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

3° Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.

4° Lorsque les résultats sont susceptibles d'être qualifiés en totalité ou partiellement de bases de données, il est expressément convenu que seul CCI France a la qualité de producteur de base de données au sens de l'article L.341-1 du Code de la Propriété Intellectuelle, et qu'elle détient seule tous les droits y afférents.

CCI France reste par ailleurs seule propriétaire des documents, des données, des informations et fichiers qui pourraient être communiqués au Titulaire du marché pour les besoins des présentes, ou auxquels ce dernier pourrait avoir accès et notamment le logo de CCI France et des CCI de France, ainsi que les bases de données contacts.

d) Régime des résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

En application de l'article 35.2.1 du CCAG-PI, le Titulaire cède à l'Acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article 10.4 et suivants.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

ARTICLE.13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

13.1. Conseil et information

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, l'ensemble des conseils, des mises en garde et des recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'acheteur, elles donnent obligatoirement lieu à la remise, dans les meilleurs délais, d'un document écrit de confirmation.

13.2. Confidentialité et sécurité

13.2.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'Acheteur à résilier le marché aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'Acheteur au Titulaire, au titre de l'article 1242 du Code Civil.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

13.2.2. Traitement des données à caractère personnel

Un document relatif à la protection des données et des traitements des données confiées au titulaire est annexé à l'acte d'engagement. Le titulaire accepte de fait cette annexe dans sa première version lors de la remise de son offre. Des modifications peuvent toutefois être apportées au document dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat. La prise d'effet du document modifié est soumise à l'acceptation formelle des deux parties. L'annexe A du document RGPD; spécifications des traitements de données à caractère personnel; n'est toutefois pas négociable et doit être complétée intégralement lors de la remise des offres.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

ARTICLE.14. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, CCI France se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article « résiliation ».

ARTICLE.15. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s) ou sous-traitant(s).

ARTICLE.16. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort de l'Acheteur.

S'agissant de CCI France, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

ARTICLE.17. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de litige résultant de l'application du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de l'Acheteur.

ARTICLE.18. CESSIION DU MARCHE

Le Titulaire doit informer l'Acheteur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'Acheteur peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°2005-845 du 26 juillet 2005 sur la sauvegarde des entreprises et le Décret d'application du Décret n°2005-1677 du 28 décembre 2005, ou dans les cas de fusion notamment, lorsque l'activité de fabrication du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de l'Acheteur et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire.

Le Titulaire devra remettre à l'Acheteur, dès le jour d'effet de la cession du marché et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre de ce marché.

ARTICLE.19. RESILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-PI.

En outre, il est prévu d'autres cas de résiliation dans le CCAP qui ne donnent pas lieu au versement d'indemnités :

- En cas de d'absence prolongée ou de récusation des profils mis à disposition par le Titulaire ;
- En cas de sous-traitance occulte ;
- En cas de mise en œuvre de la clause de sauvegarde ;
- Non-exécution totale d'un bon de commande
- De manière générale, tous manquements contractuels et réglementaires peuvent donner lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE.20. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG-PI
4	4.1
8	29.2.1 – 29.3
9	3.4.3
11	14